

**Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique**

Comité de statistique

Quatrième session

Bangkok, 25-27 mars 2015

Point 3c) de l'ordre du jour provisoire*

Initiatives régionales: registres et statistiques de l'état civil**« Faire en sorte que chacun soit compté »: progrès accomplis dans le renforcement de l'enregistrement des faits d'état civil et des statistiques de l'état civil en Asie et dans le Pacifique****Note du secrétariat*****Résumé*

Le Groupe directeur régional pour l'enregistrement des faits d'état civil et les statistiques de l'état civil en Asie et dans le Pacifique a été créé au sein du Comité de statistique en septembre 2013, conformément à la résolution 69/15 de la Commission. Sa fonction première étant de fournir des orientations stratégiques sur les efforts permettant d'améliorer l'enregistrement des faits d'état civil et les statistiques d'état civil (CRVS) dans la région Asie-Pacifique, le Groupe directeur régional comprend des représentants de haut niveau de certains gouvernements et de partenaires de développement pertinents.

Le présent rapport fournit un aperçu des activités du Groupe directeur régional depuis sa création jusqu'à la convocation de la Conférence ministérielle sur l'enregistrement des faits d'état civil et les statistiques de l'état civil en Asie et dans le Pacifique, qui s'est tenue à Bangkok du 24 au 28 novembre 2014.

Dans le rapport, l'accent est mis sur la nécessité pour le Comité de continuer à jouer un rôle de premier plan dans le cadre de l'initiative régionale destinée à promouvoir le CRVS en Asie et dans le Pacifique. Le Comité est invité à donner d'autres directives sur la manière d'y parvenir, en particulier concernant la manière de soutenir la mise en œuvre des résultats de la Conférence ministérielle.

* E/ESCAP/CST(4)/L.1.

** La soumission tardive du présent document est due à la nécessité d'y faire figurer les questions soulevées lors des débats les plus récents sur le programme de développement pour l'après-2015, en particulier les recommandations du Groupe d'experts sur les statistiques et les données pour le programme de développement pour l'après-2015, et celles du Groupe consultatif d'experts indépendants sur la révolution des données pour le développement durable, institué par le Secrétaire général.

Dans un document distinct (E/ESCAP/CST(4)/5), le Comité sera saisi d'un texte révisé pour le mandat du Groupe directeur régional, qui a été établi par le Groupe directeur régional et approuvé par la Conférence ministérielle. Le Comité souhaitera peut-être recommander que le mandat révisé soit soumis à la Commission pour approbation éventuelle à sa soixante et onzième session, qui aura lieu à Bangkok du 25 au 29 mai 2015.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Contexte.....	2
II. Mandat et création du Groupe directeur régional	4
III. Activités du Groupe directeur régional.....	5
A. Première réunion.....	5
B. Appui à la Conférence ministérielle.....	6
IV. Aller de l'avant: implications pour le Comité.....	7
V. Questions à examiner.....	8
Annexe Membres du Groupe directeur régional pour le CRVS en Asie et dans le Pacifique	10

I. Contexte

1. Le Comité de statistique, à sa première session qui s'est tenue en 2009, a souligné l'importance d'améliorer l'enregistrement des faits d'état civil et les statistiques de l'état civil (CRVS) en Asie et dans le Pacifique¹. En réponse, le secrétariat a commencé à travailler avec certains partenaires de développement², et a accueilli un forum régional en juin 2010 qui a réuni les partenaires de développement et les États membres pour élaborer les éléments clefs d'un programme régional pour le CRVS, qui ont été par la suite approuvés par le Comité à sa deuxième session³ en décembre 2010. Cette dynamique a conduit les États membres à adopter la résolution 67/12, en mai 2011, dans laquelle la Secrétaire exécutive a été priée de convoquer une réunion régionale de haut niveau rassemblant les parties prenantes concernées afin de sensibiliser à l'amélioration du CRVS et de contribuer à un engagement accru en la matière, action qui ouvrirait la voie à une initiative régionale pour le CRVS.

2. La Réunion de haut niveau sur l'amélioration de l'enregistrement des faits d'état civil et des statistiques de l'état civil en Asie et dans le Pacifique s'est tenue à Bangkok les 10 et 11 décembre 2012. Convoquée par la CESAP et l'Organisation mondiale de la Santé et coorganisée avec 18 autres

¹ Voir E/ESCAP/CST/10.

² Les partenaires de développement concernés étaient les suivants: la Banque asiatique de développement, le Bureau australien de statistique, le Centre de connaissances sur les systèmes d'information sanitaire de l'Université de Queensland, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Fonds des Nations Unies pour la population et l'Organisation mondiale de la Santé.

³ Voir E/ESCAP/CST(2)/9.

partenaires de développement⁴, la Réunion de haut niveau a rassemblé des représentants des secteurs de l'enregistrement des faits d'état civil, de la santé et des statistiques de 43 États membres et 23 partenaires de développement. Les participants à la Réunion de haut niveau sont parvenus à un consensus sur un plan stratégique régional et ont recommandé ce qui suit: la convocation d'une conférence ministérielle intergouvernementale afin d'obtenir un engagement politique à l'égard de nouvelles mesures à mettre en œuvre dans le cadre de l'initiative régionale et la création d'un groupe directeur régional pour fournir des orientations stratégiques à l'avenir. Le Comité de statistique, à sa troisième session qui s'est tenue à Bangkok du 12 au 14 décembre 2012, a fermement appuyé le plan stratégique régional, fortement recommandé la convocation d'une réunion des ministres et partenaires de développement concernés et à décidé de mettre en place un groupe directeur pour orienter la mise en œuvre du plan stratégique régional.

3. Les États membres ont approuvé les résultats de la Réunion de haut niveau par la résolution 69/15 de la Commission en mai 2013, en priant la Secrétaire exécutive de convoquer une conférence ministérielle sur l'enregistrement des faits d'état civil et les statistiques de l'état civil en Asie et dans le Pacifique en 2014 et de créer le Groupe directeur régional pour l'enregistrement des faits d'état civil et les statistiques d'état civil en Asie dans le Pacifique, d'abord sous les auspices du Comité de statistique.

4. Sur le thème « Faire en sorte que chacun soit compté », la Conférence ministérielle sur l'enregistrement des faits d'état civil et les statistiques de l'état civil en Asie et de le Pacifique a été convoquée à Bangkok du 24 au 28 novembre 2014 par la CESAP et coorganisée avec sept autres partenaires de développement⁵, en collaboration avec six autres organisations⁶. La Conférence a bénéficié de vastes consultations menées avec les États membres et les partenaires de développement, y compris par la diffusion des projets de document final aux États membres en avril 2014 et par un forum de la société civile et une réunion régionale intergouvernementale préparatoire pour les États membres, qui se sont tenues toutes deux en août 2014. Ce processus a été conçu et guidé par le Groupe directeur régional. Comme il s'agissait de la toute première réunion intergouvernementale de niveau ministériel sur le CRVS dans la région, la Conférence était une occasion

⁴ Les coorganisateur de la Réunion de haut niveau étaient les suivants: Banque asiatique de développement; Bureau australien de statistique; Bureau de Bangkok de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture; Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique de l'Organisation internationale pour les migrations; Centre de connaissances sur les systèmes d'information sanitaire de l'Université de Queensland; Centre régional Asie-Pacifique du Programme des Nations Unies pour le développement; Division de statistique des Nations Unies; Fonds des Nations Unies pour la population; Fonds des Nations Unies pour l'enfance; Gouvernement thaïlandais (Ministère de l'intérieur, Ministère de la santé publique et Bureau national de statistique); Groupe de travail thématique sur l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes créé dans le cadre du Mécanisme de coordination régionale Asie-Pacifique; Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme; ONU-Femmes; Partenariat statistique au service du développement au XXI^e siècle; Plan International; Réseau de métrologie sanitaire et Secrétariat général de la Communauté du Pacifique.

⁵ Les coorganisateur de la Conférence ministérielle étaient les suivants: Banque asiatique de développement; Fonds des Nations Unies pour l'enfance; Fonds des Nations Unies pour la population; Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés; Organisation mondiale de la Santé; Plan international et Programme des Nations Unies pour le développement.

⁶ Les autres organisations participantes étaient les suivantes: Groupe de la Banque mondiale; Observatoire Asie-Pacifique des systèmes politiques de santé; Partenariat pour la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant; Partenariat statistique au service du développement au XXI^e siècle; Secrétariat général de la Communauté du Pacifique et Vision du monde international.

historique qui s'est soldée par des résultats importants, notamment par l'adoption du document final sur le CRVS le plus complet jamais convenu au niveau international sous la forme d'une déclaration ministérielle, un cadre d'action régional pour mettre en œuvre la déclaration ministérielle et la proclamation des années 2015-2014 Décennie Asie-Pacifique pour le CRVS. Au total, 44 États membres étaient représentés à la Conférence, y compris 20 au niveau ministériel, et 17 organisations internationales et non-gouvernementales y ont participé en qualité d'observatrices⁷.

II. Mandat et création du Groupe directeur régional

5. Après l'adoption de la résolution 69/15 de la Commission en mai 2013, le Bureau du Comité a approuvé le mandat pour le Groupe directeur régional en juin 2014⁸. Le Groupe directeur régional fait initialement rapport au Comité. Il a toutefois reçu pour mandat d'examiner et de proposer une structure de gouvernance plus appropriée pour faciliter la participation nécessaire des parties prenantes pertinentes en matière de CRVS en Asie et dans le Pacifique et au niveau international, en particulier les acteurs des secteurs de l'enregistrement des faits d'état civil, de la planification et de la santé.

6. La Secrétaire exécutive et le Président du Comité ont lancé un appel conjoint à candidatures en vue de composer le Groupe directeur régional par des membres et membres associés, par une lettre officielle adressée aux sièges de gouvernement en juillet 2013. Au mois de septembre 2013, 36 membres et membres associés avaient fait parvenir 71 candidatures, reflet d'une répartition équilibrée entre les différents secteurs (voir ci-dessous), et les partenaires de développement six autres, ce qui représentait la réponse la plus large jamais reçue par la Division de statistique pour un tel appel à candidatures.

Candidatures reçues pour le Groupe directeur régional

	Enregistrement des faits d'état civil	Statistiques	Santé	Total
Asie du Sud-Est	4	7	5	16
Asie du Nord et Asie centrale	5	4	3	12
Asie du Sud et du Sud-Ouest	8	6	6	20
Asie de l'Est et du Nord-Est	1	3	1	5
Pacifique	6	5	6	17
Membres non régionaux	-	-	1	1
Total	24	25	22	71

7. En septembre 2013, le Bureau s'est réuni pour décider de la composition définitive du Groupe directeur régional. Compte tenu du volume

⁷ De plus amples informations sur la Conférence ministérielle sont disponibles à l'adresse www.getinthepicture.org/.

⁸ Le mandat du Groupe directeur régional est consultable à l'adresse www.unescap.org/resources/terms-reference-regional-steering-group-civil-registration-and-vital-statistics-asia-and.

important des réponses fournies par les membres et membres associés et de la nécessité pour le Groupe directeur régional d'avoir une taille relativement réduite pour garantir un fonctionnement efficace, le Bureau a choisi de limiter le nombre des membres à 26 (dont les représentants des 19 membres et membres associés et des six partenaires de développement, ainsi que le Président du Comité), le reste des candidatures constituant un réseau régional d'experts qui servirait d'organe pour de plus larges consultations par voie électronique selon que de besoin.

8. On trouvera en annexe la liste des membres du Groupe directeur régional, tel qu'il a été constitué en septembre 2013.

III. Activités du Groupe directeur régional

A. Première réunion

9. Le Groupe directeur régional a tenu sa première réunion, qui était ouverte aux observateurs du réseau régional d'experts, à Bangkok du 9 au 11 décembre 2013. Il est important de noter que le Groupe directeur régional est parvenu à un consensus sur la manière de faire aller de l'avant les préparatifs de la Conférence ministérielle, en particulier sur les objectifs de la manifestation et son processus préparatoire ainsi que sur les caractéristiques du projet de déclaration ministérielle et du cadre d'action régional⁹.

10. M. Neil Sharma, Ministre de la Santé des Fidji, a été élu président du Groupe directeur régional. M. Chandramouli Chandrasekaran, Directeur général de l'état civil et Commissaire au recensement de l'Inde, M. Peter Harper, statisticien adjoint du Bureau australien de statistique, et M. Enrique Tayag, Secrétaire adjoint à la santé des Philippines, ont été élus vice-présidents.

11. Les principaux résultats de la première réunion ont été les suivants:

a) Le Groupe directeur régional a défini sa vision, selon laquelle: « tous les habitants de l'Asie et du Pacifique bénéficient de systèmes d'enregistrement des faits d'état civil et de statistiques de l'état civil universels et adaptés qui facilitent leurs droits, et favorisent la bonne gouvernance et le développement »;

b) Conformément à cette vision, le Groupe directeur régional a formulé cinq recommandations stratégiques:

i) Les années 2015-2024 seront proclamées « Décennie du CRVS » pour inciter les gouvernements et les partenaires de développement à prendre des mesures collectives permettant de réaliser la vision du Groupe directeur régional;

ii) Une cible ayant pour objet « l'enregistrement universel des faits d'état civil et des statistiques de l'état civil de très bonne qualité » sera incluse dans le programme de développement pour l'après-2015;

iii) La réunion ministérielle intergouvernementale Asie-Pacifique de 2014 sur le CRVS s'appuiera sur la dynamique actuelle pour améliorer les systèmes CRVS nationaux en veillant à assurer un engagement à l'égard d'un cadre d'action régional;

⁹ Le rapport de la première réunion du Groupe directeur régional est consultable à l'adresse www.unescap.org/resources/meeting-report-first-meeting-regional-steering-group-civil-registration-and-vital.

- iv) Des ressources destinées aux pays et aux mécanismes régionaux d'appui, provenant tant des pays que des partenaires de développement, devront être allouées pour contribuer à l'amélioration des systèmes CRVS nationaux;
- v) Un cadre de responsabilisation et de suivi pour le Plan stratégique régional pour l'amélioration de l'enregistrement des faits d'état civil et des statistiques de l'état civil en Asie et dans le Pacifique devra être élaboré;
- c) Le Groupe directeur régional a convenu que le secrétariat devrait étudier de quelle manière le Groupe, à plus long terme, pourrait relever directement de la Commission et non du Comité de statistique.

B. Appui à la Conférence ministérielle

12. Pour mener à bien son action consistant à orienter et à appuyer les préparatifs de la Conférence ministérielle, le Groupe directeur régional a créé deux sous-groupes techniques pour établir les objectifs et cibles ainsi que les domaines d'action du cadre d'action régional. Au cours des mois de janvier et de février 2014, les deux sous-groupes se sont réunis par voie électronique. S'appuyant sur leurs discussions, le secrétariat a élaboré un avant-projet de cadre d'action régional qui a été approuvé par le Groupe directeur régional en mars 2014 et par la suite distribué aux sièges de gouvernement en avril 2014 à des fins d'observations de la part des États membres et membres associés. En juin 2014, 12 observations avaient été reçues et un projet préliminaire de cadre d'action régional, tenant compte des observations communiquées, a été approuvé par le Groupe directeur régional pour examen par la Réunion régionale préparatoire à la Conférence ministérielle sur le CRVS à des fins de négociations. Au cours des mois de mai et de juin 2014, le Groupe directeur régional a élaboré et approuvé le projet préliminaire de déclaration ministérielle, qui devait également être soumis pour négociation à la Réunion régionale préparatoire.

13. Les trois vice-présidents du Groupe directeur régional ont été élus membres du Bureau de la Réunion régionale préparatoire, tenue en août 2014. En l'absence de M. Sharma (Président du Groupe directeur régional), M. Chandrasekaran a été élu président de la Réunion régionale préparatoire. M. Jeff Montgomery, Directeur de l'état civil de Nouvelle-Zélande et membre du Groupe directeur régional, a été élu rapporteur. La Réunion régionale préparatoire a examiné les projets préliminaires de document final et a recommandé leur examen par la Conférence ministérielle, tout en chargeant le Groupe directeur régional d'incorporer les observations générales au texte des documents et de veiller à ce que les documents soient techniquement viables. Le Directeur régional a entrepris d'autres consultations par voie électronique sur ces projets de document et a approuvé un projet de mandat révisé à soumettre à la Conférence ministérielle.

14. Comme tel avait été le cas pour la Réunion régionale préparatoire, les vice-présidents et M. Montgomery ont été élus membres du Bureau du Segment hauts responsables de la Conférence ministérielle. Les délibérations relatives aux projets de document final se sont bien déroulées, un certain nombre de délégations, dans les déclarations prononcées au nom de leur pays, félicitant le Groupe directeur régional pour l'élaboration de projets de documents de très bonne qualité et la supervision d'un processus de

consultation complet et efficace. La Conférence ministérielle s'est également déclarée favorable au projet de mandat révisé du Groupe directeur régional¹⁰.

IV. Aller de l'avant: implications pour le Comité

15. Les discussions destinées à élaborer une initiative régionale pour améliorer le CRVS en Asie et dans le Pacifique ont commencé en 2009 à la première session du Comité de statistique. Cela a permis d'indiquer les difficultés essentielles auxquelles étaient exposés les systèmes nationaux de statistique, même dans les pays développés, pour produire des statistiques de l'état civil exactes, complètes et à jour, qui constituent un outil important en matière de prise de décisions pour tous les domaines de la politique publique. Il est à noter que l'initiative régionale a évolué pour se concentrer sur les données administratives de l'enregistrement des faits d'état civil comme source privilégiée de statistiques de l'état civil, et promouvoir les systèmes CRVS en tant qu'éléments clefs de l'administration publique. Cette évolution s'est faite l'écho des résultats des diverses réunions tenues au cours des cinq dernières années et a été consolidée par la déclaration ministérielle issue de la Conférence ministérielle:

« Soulignant que, lorsqu'il est universel, l'enregistrement des faits d'état civil est la meilleure source de statistiques de l'état civil et que, si les enquêtes sur les ménages ont un intérêt certain, elles n'offrent pas les mêmes avantages que l'enregistrement des faits d'état civil comme source de données, à savoir l'universalité, la permanence, la continuité, l'archivage des informations et la rentabilité et dans le temps et, à ce titre, ne peuvent constituer un substitut à long terme des systèmes d'enregistrement des faits d'état civil et de statistiques de l'état civil¹⁰... »

16. Bien que, dans de nombreux pays, cette approche holistique puisse transférer la responsabilité de la direction nationale du CRVS des bureaux nationaux de statistique aux ministères de la planification, aux ministères chargés de l'enregistrement des faits d'état civil ou aux ministères de la santé, l'initiative régionale vise à sensibiliser à l'importance et aux avantages de concevoir, d'élaborer et de maintenir des systèmes CRVS qui utilisent pleinement le potentiel offert en matière de production de statistiques de l'état civil. Cela confère donc un rôle essentiel aux bureaux nationaux de statistique car ils fourniront potentiellement une expertise technique et des orientations aux autres parties prenantes et devraient ainsi contribuer à la conception de plans d'amélioration nationaux et être membres des comités de coordination nationaux. Il importe de souligner que les bureaux nationaux de statistique participent au suivi des performances et de la couverture du système CRVS, y compris en appuyant et, peut-être, dirigeant l'établissement des rapports sur les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs et cibles du cadre d'action régional. Il est absolument essentiel pour la réussite et la durabilité de toutes les activités d'amélioration en matière de CRVS que les bureaux nationaux de statistique jouent un rôle central dans ses activités, et que les systèmes CRVS soit étroitement liés aux systèmes nationaux de statistique.

17. Compte tenu de ce qui précède, l'objectif trois du Cadre d'action régional sur l'enregistrement des faits d'état civil et les statistiques de l'état civil en Asie et dans le Pacifique, qui a été approuvé par la Conférence ministérielle, vise à ce que « des statistiques de l'état civil exactes, complètes

¹⁰ E/ESCAP/MCCRVS/4.

et à jour (y compris sur les causes de décès) soient établies à partir des registres de l'état civil et soient diffusées ». Étant donné le fait que les pays se situent à différents stades de la préparation en vue de leur passage à l'enregistrement des faits d'état civil et autres enregistrements administratifs en tant que source principale des statistiques de l'état civil, le Cadre d'action régional invite les pays à fixer leur année cible pour réaliser cet objectif dans divers domaines des statistiques de l'état civil, telles que les naissances, les décès et les causes de décès, au cours de la Décennie Asie-Pacifique du CRVS (2015-2024). En outre, le Cadre d'action régional aborde les aspects statistiques du système CRVS dans chacun de ses sept domaines d'action, le domaine d'action G s'attachant exclusivement à la production, à la diffusion et à l'utilisation des statistiques de l'état civil¹⁰.

18. En matière de supervision du Groupe directeur régional, le fait de relever directement de la Commission, comme le projet de mandat révisé l'a proposé, permettrait d'obtenir la participation multisectorielle nécessaire pour assurer une action complète, coordonnée et concertée aux niveaux national et international. Étant donné que nombre de parties prenantes sont chargées et bénéficient des systèmes CRVS, il conviendrait d'encourager la direction assurée par les ministères de la planification ou par les services du chef de gouvernement qui peuvent superviser efficacement les stratégies nationales faisant intervenir de nombreux ministères et de faire en sorte qu'elle transparaisse dans le Groupe directeur régional en tant que mécanisme de gouvernance pour l'initiative régionale.

19. Même si l'initiative régionale dépasse le cadre du seul développement statistique, le Comité devrait conserver un rôle décisif dans l'orientation des activités nationales et régionales pour veiller à ce que les efforts entrepris se traduisent par l'élaboration de systèmes CRVS qui tirent pleinement parti du potentiel statistique de l'enregistrement continu des faits d'état civil, et pour faciliter la coopération régionale et l'échange de connaissances permettant de renforcer les capacités statistiques des systèmes CRVS. Il faudrait que le Comité contribue aux actions menées en la matière à l'échelon mondial, tels que les initiatives visant à mieux informer et à mieux responsabiliser en matière de santé des femmes et des enfants, et qu'il réponde aux demandes de suivi du programme de développement pour l'après-2015, lesquelles devraient nécessiter des efforts considérables afin d'améliorer la qualité des statistiques de l'état civil, y compris sous forme de mesures par habitant et de statistiques de la mortalité. De plus, il est essentiel que l'initiative CRVS régionale continue de s'aligner sur les autres programmes régionaux du Comité et de les compléter, en particulier pour ce qui est de ceux qui concernent les statistiques démographiques et sociales et les statistiques tenant compte de la problématique hommes-femmes.

V. Questions à examiner

20. Le Comité souhaitera peut-être donner des orientations sur la mise en œuvre des résultats de la Conférence ministérielle, notamment sur les points suivants:

a) La manière dont les bureaux nationaux de statistique peuvent conserver un rôle central dans le cadre des activités nationales d'amélioration du CRVS;

b) La manière dont les bureaux nationaux de statistique peuvent intégrer la mise en œuvre du Cadre d'action régional, y compris la réalisation de ses cibles statistiques, dans le cadre des plans nationaux de développement

statistique, tels que les stratégies nationales pour le développement des statistiques;

c) La manière dont le Comité peut continuer à promouvoir une approche holistique de l'amélioration des systèmes CRVS au niveau national et régional et faciliter la coopération régionale afin de renforcer les capacités statistiques des systèmes CRVS nationaux.

21. Le Comité est invité à examiner le projet de mandat révisé du Groupe directeur régional (tel que figurant dans E/ESCAP/CST(4)/5) et à recommander de le soumettre pour approbation à la Commission à sa soixante et onzième session.

Annexe

Membres du Groupe directeur régional pour le CRVS en Asie et dans le Pacifique

Nom et titre	Pays/organisation
<i>Élu président:</i> M. Neil Sharma, Ministre de la santé	Fidji
<i>Élu vice-président:</i> M. Chandramouli Chandrasekaran, Directeur général de l'état civil et Commissaire au recensement, Ministère de l'intérieur	Inde
<i>Élu vice-président:</i> M. Peter Harper, Statisticien adjoint australien, Bureau australien de statistique	Australie
<i>Élu vice-président:</i> M. Enrique Tayag, Secrétaire adjoint, Département de la santé	Philippines
M. Bakhyt Abishev, Président, Service d'enregistrement et Comité d'aide juridique, Ministère de la justice	Kazakhstan
M ^{me} Diana Andriasyan, Chef, Département des performances du système de santé et de l'évaluation des ressources humaines, Centre national analytique d'information sanitaire, Institut national de la santé, Ministère de la santé	Arménie
M. Abul Kalam Azad, Directeur général adjoint (Planification et développement), Direction générale des services de santé, Ministère de la santé et de la famille	Bangladesh
M. Mohd. Yazid bin Ramli, Directeur général adjoint (Opérations), Département national des inscriptions, Ministère de l'intérieur	Malaisie
M. Douglas Brooks, Économiste en chef adjoint	Banque asiatique de développement
M ^{me} Karen Carter, Spécialiste de l'enregistrement des faits d'état civil et des statistiques de l'état civil, Division de la statistique pour le développement, Secrétariat de la Communauté du Pacifique (Coprésidente du Groupe d'entente de Brisbane)	Secrétariat de la Communauté du Pacifique
M ^{me} Thirakha Chanthalanouvong, Directrice générale adjointe, Département des statistiques sociales, Bureau laotien de statistique	République démocratique populaire lao
M ^{me} Jyotsna Chikersal, Conseillère régionale, Appréciation de la situation sanitaire et de ses tendances	Bureau sous-régional de l'Asie du Sud-Est de l'Organisation mondiale de la Santé
M ^{me} Carmelita Erieta, Administratrice et Directrice de l'état civil, Bureau national de statistique	Philippines
Remplacée ultérieurement par:	

Nom et titre	Pays/organisation
M ^{me} Lisa Grace Bersales, Statisticienne nationale et Directrice de l'état civil, Bureau philippin de statistique, Philippines (Présidente du Comité de statistique de la CESAP)	
M ^{me} Claudine Henry-Anguna, Greffière de la Haute Cour, Ministère de la justice	Îles Cook
M ^{me} Ying Hu, Conseillère adjointe, Département des statistiques démographiques et de l'emploi, Bureau national de statistique	Chine
M. Simil Johnson Youse, Statisticien du secteur public, Bureau national de statistique	Vanuatu
M. Khalid Khan, Directeur général, Direction nationale de la base de données et de l'enregistrement	Pakistan
M. Mark Landry, Chef de l'équipe Information, données factuelles et recherche pour la santé	Bureau régional du Pacifique occidental de l'Organisation mondiale de la Santé
M. Jeff Montgomery, Directeur général de l'état civil, Naissances, décès et mariages, Ministère de l'intérieur,	Nouvelle-Zélande
M ^{me} Svetlana Nikitina, Directrice, Division pour les statistiques démographiques et des soins de santé, Service fédéral des statistiques d'État,	Fédération de Russie
M. Sam Notzon, Directeur, Programme international de statistique, Centre national de statistiques sanitaires, Centre pour le contrôle et la prévention des maladies	États-Unis
M. Seung-Il Shin, Directeur, Division de la statistique, Ministère de la santé et des affaires sociales	République de Corée
M ^{me} Diane Swales, Conseillère régionale pour la protection de l'enfance	Bureau régional pour l'Asie de l'Est et le Pacifique du Fonds des Nations Unies pour l'enfance
Remplacée par: M. Stephen Blight, Conseiller régional pour la protection de l'enfance	
M. Battsaiiz Tsenden-Ochiz, Chef, Division de l'enregistrement et des statistiques de l'état civil, Autorité générale pour l'enregistrement national	Mongolie
M. Kuenga Tshering, Directeur général, Bureau national de statistique	Bhoutan
M ^{me} Ming Viado, Centre de liaison régional pour l'enregistrement universel des naissances	Bureau régional pour l'Asie de Plan International